Elections Législatives du 18 Novembre 1962

1re Circonscription

Electrices, Electeurs,

La Ve République avait soulevé de grandes espérances. Elles ont été en parties déçues.

Certes, un redressement spectaculaire a été réalisé en 1958 : l'ordre a été rétabli, nos finances ont été restaurées, la monnaie a été sauvée, l'économie a été relancée, la France a repris sa place dans le Monde.

Mais, depuis 1960, ce bel essor a été rompu. Le Pouvoir s'est entêté dans des erreurs qui, s'il n'y est pas porté remède, risquent de nous conduire vers des lendemains difficiles.

Sur le plan institutionnel, la Constitution de 1958 n'est pas appliquée. Le Général de Gaulle a accaparé et exerce les pouvoirs essentiels : les siens, plus ceux du Gouvernement, plus une partie de ceux du Parlement, plus les pouvoirs judiciaires.

La stabilité tant vantée n'est qu'une apparence. Jamais l'instabilité ministérielle n'a été aussi grande : par exemple, dans un domaine aussi important que l'Education Nationale, domaine qui nous tient particulièrement à cœur à nous Pères de Famille, nous en sommes depuis 1958 au sixième Ministre, sans compter les intérimaires.

L'affaire d'Algérie est réglée. Elle l'a été fort tard et fort mal. Le Pouvoir avait la possibilité d'en terminer dans de bonnes conditions en 1958 ; dans des conditionsencore honorables en 1960. Il ne l'a pas voulu. Beaucoup de sang a été versé pour rien, beaucoup d'argent a été gaspillé en vain. Et maintenant le contribuable Français finance un Etat algérien hostile !

Sur le plan économique et financier, le magnifique redressement de 1958 est menacé. La hausse des prix a annihilé, et au delà, le bénéfice de la dévaluation de 1958. Les dépenses somptuaires et un ambitieux programme d'armement atomique, qui dépasse nos possibilités, commencent à déséquilibrer les finances publiques. La prospérité n'est pas pour tout le monde, la politique économique du Pouvoir favorisant davantage les grandes affaires financières que les masses laborieuses : salariés, travailleurs indépendants des villes et des champs, petites et moyennes entreprises.

Sur le plan social, le Pouvoir a oublié les belles promesses d'intéressement des travailleurs. Il a souvent pris des mesures vexatoires et maladroites, par exemple à l'égard des Anciens Combattants.

Sur le plan International, nous sommes en discorde avec la plupart de nos alliés, à l'exception de l'Allemagne. La France est à nouveau isolée.

En 1958, la France était rassemblée et réunie autour du Général de Gaulle. Aujourd'hui, elle est à nouveau divisée.

Telles sont les raisons qui nous ont amené peu à peu à marquer nos distances à l'égard du Pouvoir actuel.

Nous ne sommes pas des « inconditionnels » qui approuvent aveuglément tout ce que dit et que fait le Pouvoir. Nous ne sommes pas non plus des opposants systématiques. Nous sommes des hommes libres qui disons « oui » quand nous sommes d'accord et « non » quand nous ne sommes pas d'accord. Nous ne nous déterminons qu'en considération de l'intérêt national.

Nous n'avons jamais appartenu à aucun parti politique et nous estimons que ceux-ci sont à juste titre critiqués. Ils portent une large part de responsabilité, ayant lassé l'opinion, et surtout la Jeunesse qui monte, avec leurs exclusives et leurs querelles surannées. Le parti communiste mis à part, ils ne représentent qu'une force réduite, qu'il serait certes périlleux de sous-estimer et plus encore de sur-estimer.

Nous avons lancé un Mouvement Civique, qui n'est pas un nouveau parti, mais une entreprise de contacts, de confrontation et d'études, qui s'ouvre sur des horizons très larges, de la gauche nationale à la droite républicaine, en dehors et au-dessus des partis, des clans et des chapelles. Notre but immédiat est l'élaboration d'un programme minimum commun. Notre but lointain est plus ambitieux : dégager une philosophie, une doctrine à la fois politique, économique et sociale adaptée au monde de demain pour construire la République moderne.

Dans le cadre de ce programme minimum commun, nous préconisons :

Dans le domaine institutionnel : l'application de la Constitution de 1958, une République aux pouvoirs **séparés et** équilibrés, qui assure à la fois la nécessaire autorité de l'Etat et la liberté des citoyens. Nous sommes **pour un** Exécutif fort et stable, mais pas pour un Exécutif omnipotent.

Nous nous rallierons à un véritable régime présidentiel qui implique des pouvoirs complètement séparés.

Dans le domaine financier et économique : la suppression des dépenses somptuaires et des subventions à des Etats qui se moquent de nous, la réduction d'un programme d'armement atomique qui dépasse nos moyens ; l'affectation des économies ainsi réalisées à des dépenses rentables d'équipements, à l'amélioration du sort des plus défavorisés ; à des allègements fiscaux ;

— une politique économique d'expansion ;

— la sauvegarde de l'exploitation familiale libre, qu'elle soit agricole, artisanale, commerciale ou industrielle : elle est le garant d'un régime de liberté.

— une véritable réforme administrative et fiscale, notamment la réduction des charges de tous ordres dont sont grevés les petits commerçants et artisans et la réforme de la patente.

Dans le domaine social : par priorité, l'amélioration du sort des vieux dont la misère est la honte de la Nation ; nous demandons dans une première étape l'application des mesures préconisées par la commission Laroque et ensuite la création d'une retraite minima pour tous les Français ;

— le respect des droits sacrés, matériels et moraux des Anciens Combattants ;

— la construction de logements et la création de cités universitaires en nombre suffisant ;

— la formation des jeunes aux tâches de demain ;

— la réconciliation sociale : le climat social est empoisonné par la lutte des classes. La possibilité pour les travailleurs de participer à la vie et aux résultats de l'entreprise constitue un élément d'apaisement, de progrès et d'amélioration des niveaux de vie qui ne doit pas être négligé.

Dans le domaine de la politique internationale : la sauvegarde de la Paix par la fidélité à nos alliances, par la construction par étapes d'une Europe unie économiquement et politiquement, par un désarmement général, simultané et contrôlé, par une véritable coexistence pacifique entre l'Est et l'Ouest.

Nous préconisons la recherche systématique des solutions de conciliation et de réconciliation dans toutes les querelles qui divisent souvent arbitrairement les Français.

La moitié du Corps Electoral étant constituée de « moins de 40 ans », il importe que cette moitié soit représentée à l'Assemblée Nationale par des hommes de cette génération, un député étant avant tout le représentant de l'intérêt général et l'avocat des intérêts légitimes de sa circonscription.

Nous ferons tout notre possible pour développer la région Nantaise en aidant la décentralisation industrielle pour donner, sur, place, des emplois aux jeunes.

Nous exigerons de l'Etat qu'il dégage des crédits suffisants pour construire de nouvelles écoles et octroyer des bourses dans une plus large mesure afin que les enfants puissent poursuivre leurs études suivant leur capacité.

Si ce programme vous convient nous vous demandons de voter pour :

Michel GOUESNARD

Gradué en Droit — Conseil juridique et fiscal

Ancien Combattant de la Guerre 1939-45
comme engagé volontaire

Responsable départemental du Mouvement civique DRONNE
« Unité et Sauvegarde de la République »

né à Bain-de-Bretagne (I.-et-V.), le 7 Juillet 1924

CANDIDAT REPUBLICAIN

SUPPLÉANT ÉVENTUEL :

Roger PERRIN

Constructeur Mécanicien

né à Nantes le 24 Mars 1920

Ancien pilote militaire

Imp. de l'Atlantique — NANTES